

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 Nîmes

Nîmes, le 11/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AXENS SA

89 Bd Franklin Roosevelt
BP 50802
92500 Buzenval

Références : -

Code AIOT : 0006601577

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/06/2025 dans l'établissement AXENS SA implanté Avenue Jean Moulin CS 30319 30340 Salindres. L'inspection a été annoncée le 13/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le contexte d'une action nationale relative aux évolutions réglementaires apportées suite à l'accident survenu à Rouen en 2019. Ces évolutions s'inscrivent dans un plan d'action dit « post-Lubrizol », visant à mieux anticiper une situation accidentelle. Cette visite a permis de traiter le volet des premiers prélèvements environnementaux à réaliser au plus tôt après le début d'un incendie, à l'intérieur et à l'extérieur du site, pour qualifier la signature chimique des émissions dans les zones impactées, ou supposées l'être, par l'évènement. La réglementation prévoit, désormais, de faire figurer dans le plan d'opération interne (POI) pour les établissements

Seveso les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux. Pour les établissement Seveso, ces éléments doivent être intégrés lors de l'élaboration ou de la mise à jour de ces plans selon l'échéancier suivant :

- immédiatement pour les POI élaboré ou mis à jour postérieurement au 1er janvier 2023 ;
- au plus tard le 30 juin 2025, pour les POI des sites Seveso haut ;
- au plus tard le 1er janvier 2026, pour les POI des sites Seveso bas.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AXENS SA
- Avenue Jean Moulin CS 30319 30340 Salindres
- Code AIOT : 0006601577
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'établissement AXENS est spécialisé dans la fabrication de support de catalyseurs et de catalyseurs. Les catalyseurs ont pour but de favoriser le déroulement des réactions chimiques. Ils sont utilisés pour de nombreuses applications, notamment dans le raffinage du pétrole, la pétrochimie, l'industrie du gaz. L'établissement relève du statut seveso Seuil Haut et de la directive européenne sur les émissions industrielles (dite directive IED).

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Prélèvements envtx
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise à jour du POI	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100	Sans objet
2	Réalisation d'exercice POI	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100	Sans objet
3	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
4	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
5	Personnels compétents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
6	Liste des produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite d'inspection porte sur l'action nationale 2025 "premiers prélèvements environnementaux". Elle a été menée conjointement à l'exercice POI annuel programmé par l'exploitant. L'inspection est invitée et s'est jointe en tant qu'observatrice à cet exercice. Il est relevé que le retour d'expérience à chaud partagé en fin d'exercice a notamment mis en avant :

- une réactivité de l'exploitant tant dans la mise en place de la cellule de crise que des moyens d'intervention sur les lieux de l'incident ;
- un schéma d'alerte mis en œuvre conformément au POI ;

- une organisation structurée et une formation adaptée des équipiers de seconde intervention (ESI) avec une mise en place efficiente des moyens de défense incendie ;

- une nécessité de renforcer la formation du personnel à l'utilisation de l'automate de gestion des appels / communication transféré au mois d'avril côté Axens suite à la cessation du site de Solvay. L'action "premiers prélèvements environnementaux" couplée à cet exercice POI a permis de s'assurer de la bonne appropriation terrain de cette récente évolution réglementaire. En effet, la cellule de crise a décidé de "jouer" le lancement du processus de prélèvements via l'appel de la société extérieure selon le contrat effectif établi avec l'exploitant. La société extérieure a répondu à la demande, a pris les renseignements sur l'incident nécessaires et s'est engagée "dans le jeu" à être présente en moins de 4 heures sur le site de Salindres, conformément à la contractualisation établie entre les deux parties.

Concernant l'élaboration de la stratégie "premiers prélèvements environnementaux" de l'exploitant, l'inspection relève une analyse complète et argumentée, guides professionnels et étude de dangers à l'appui. La stratégie est justifiée via le rapport "stratégie de prélèvements environnementaux en cas d'accident - site d'Axens à Salindres" réalisé par un bureau d'études extérieur compétent, également en charge de la réalisation des prélèvements et des analyses, selon un contrat établi entre les deux parties. Sur ce volet, il est demandé à l'exploitant d'examiner, avec son prestataire, la possibilité de réduire le délai d'intervention sur site en cas d'évènement.

Des fiches spécifiques "prélèvements environnementaux" sont établies en conséquence pour intégration de cette stratégie dans le POI. L'exploitant justifie ainsi d'une liste cohérente des substances recherchées et des milieux associés et d'une stratégie de prélèvement et d'analyse sur activation de personnels compétents.

Les compléments relatifs à cette stratégie transmis ce 1er semestre 2025 restent à être compilés au POI 2023 v4 existant. L'exercice POI du 27/06/2025 a permis de s'assurer que les fiches spécifiques "prélèvements environnementaux" sont bien opérationnelles et connues de la cellule de crise. Sur la plateforme chimique de Salindres, la mise à jour du POI est à la charge du GIE Chimie, gestionnaire de la plateforme de Salindres. Cette mise à jour est en cours et intègre également une refonte plus profonde du document suite à la la cessation du site de Solvay (POI plateforme commun). Par courrier d'avril 2025, le GIE Chimie s'est engagé à transmettre un POI autoportant mis à jour d'ici fin 2025.

Le détail des constats relatifs à l'action nationale 2025 "prélèvements environnementaux" figure dans les fiches ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise à jour du POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100
Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
Prescription contrôlée :

<p>Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.</p>
<p>Constats :</p> <p>La dernière version de plan d'opération interne (POI) à disposition sur site date du 1er juillet 2023 - version v4, conformément à la dernière version transmise à l'inspection.</p> <p>Cette version a été complétée courant du 1er semestre 2025 par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un courrier du GIE Chimie gestionnaire de plateforme chimique du 17/04/2025 informant de premières modifications suite à la cessation en cours du site de Solvay (POI commun plateforme) notamment en ce qui concerne la gestion des alertes ; - un courrier d'Axens du 28 avril 2025 de transmission du rapport relatif à la "stratégie de prélèvements environnementaux en cas d'accident - site d'Axens - Salindres" - les fiches scénarios "premiers prélèvements" intégrant les éléments relatifs aux premiers prélèvements environnementaux concernant Axens issus du rapport sus-cité relatif à la stratégie de prélèvements environnementaux. <p>Sur la plateforme chimique, la tenue à jour du POI est à la charge du GIE Chimie, gestionnaire de la plateforme. Cette mise à jour est en cours et intègre également une refonte plus profonde du document suite à la la cessation du site de Solvay (POI plateforme commun). Le GIE Chimie s'est engagé à transmettre un POI autoportant actualisé d'ici fin 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Réalisation d'exercice POI

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.</p>
<p>Constats :</p> <p>La présente visite "AN25 prélèvements environnementaux" est réalisée en même temps que l'exercice POI 2025 programmé par l'exploitant. Axens réalise sur son site de Salindres un exercice POI par an, complété annuellement par trois "entraînements POI" consistant à "faire jouer" les ESI sans mobiliser tout ou partie des autres personnels du site.</p> <p>L'observation de l'exercice annuel 2025 sur site permet de relever que suite à la cessation du site de Solvay, Axens s'est ré-organisé pour assurer la bonne mise en œuvre du POI. Il est notamment à noter le transfert opérationnel du système de gestion des alertes, la formation de son personnel à son utilisation, ainsi que la formation de nouveaux équipiers de seconde intervention (ESI) et de la nomination d'un deuxième commandant des opérations de secours (COS).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Liste des substances recherchées et milieux associés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI
Prescription contrôlée : Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment : - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; [...] Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.
Constats : Le POI complété tel qu'explicité au constat 1 comprend notamment les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, dont les substances recherchées dans les différents milieux avec les justificatifs associées de ces choix. Ces éléments sont issus du rapport sus-cité "stratégie de prélèvements environnementaux en cas d'accident - site d'Axens à Salindres" daté du 10/07/2023 - version 3. La stratégie est établie à partir des phénomènes dangereux définis de l'étude de dangers du site et à l'appui de la base de données techniques de l'Ineris (guide omega 16) et de France Chimie ainsi que des formules/éléments chimiques des produits présents sur site. L'analyse technique conduit ainsi à des niveaux d'émissions globaux du site par zone considérée et en conséquence à des substances à rechercher en fonction des scénarios considérés dans les matrices air, eau, sol.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Stratégie de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI
Prescription contrôlée : Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment : - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...] - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;

<p>- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.</p> <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. [...]</p> <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le POI complété tel qu'explicité au constat 1 comprend notamment les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, dont les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux.</p> <p>Ces éléments sont issus du rapport sus-cité "stratégie de prélèvements environnementaux en cas d'accident - site d'Axens à Salindres" daté du 10/07/2023 - version 3. La stratégie d'échantillonnage est établie à partir de l'environnement du site et pour chaque milieu et matrice. Pour chaque substance identifiée, une technique de prélèvement est définie dans l'air, les eaux d'extinction, les eaux superficielles, les sols et les denrées alimentaires. Des prélèvements suies de surface et amiante sont également intégrés.</p> <p>Le POI prévoit que les prélèvements soit réalisés sur le terrain exclusivement par la société extérieure avec personnels compétents et engagés sur un délai d'intervention à 4h maximum (contractualisation avec l'exploitant). L'exploitant examinera, avec son prestataire, la possibilité de réduire le délai d'intervention, en retenant un objectif de délai maximum de l'ordre de 3 heures.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant examinera, avec son prestataire, la possibilité de réduire le délai d'intervention, en retenant un objectif de délai maximum de l'ordre de 3 heures.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Personnels compétents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <p>- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur</p>

<p>et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :</p> <p>[...]</p> <p>- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.</p> <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;</p> <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le POI précise qu'une fois le processus de prélèvement lancé par la cellule de crise, les prélèvements et mesures sont confiés exclusivement à une société externe selon le contrat établi, avec un délai d'intervention maximum contractualisé à 4h.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Liste des produits de décomposition

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Produits de décomposition</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.</p> <p>- c du 2 du I de l'annexe III : iii) Comportement physique ou chimique dans les conditions normales d'utilisation ou dans les conditions accidentelles prévisibles.</p> <p>En particulier, postérieurement au 1er janvier 2023, l'étude de dangers ou sa mise à jour mentionne les types de produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie important, incluant le cas échéant les contributions imputables aux conditions et aux lieux de stockage (contenants, bâtiments, etc.). Ces produits de décomposition sont hiérarchisés en fonction des quantités susceptibles d'être libérées et de leur toxicité, y compris environnementale. Des guides méthodologiques professionnels reconnus par le ministre chargé des installations classées peuvent préciser les conditions de mise en œuvre de cette obligation et, le cas échéant, de ses conséquences sur le plan d'opération interne.</p>
<p>Constats :</p>

La liste des produits de décomposition susceptible d'être émise en cas d'incendie a été transmise par courrier du 28/04/2025 de transmission du rapport "stratégie de prélèvements environnementaux en cas d'accident - site d'Axenes à Salindres" daté du 10/07/2023 - version 3. Elle a été établie :

- depuis la base de données de l'Ineris - guide omega 16 par catégories de produits stockés, de France Chimie par produits chimiques, et via la formule chimique pour les autres cas restants ;
- pour chaque zone du site en fonction des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers ;
- pour les produits émis dans l'air et les substances dans l'eau.

Cette analyse permet l'identification des émissions de produits de décomposition de l'incendie en fonction des scénarios, par zone du site et par milieu air, eau, sol.

Cette liste est reprise dans les fiches scénarios transmises par courriel du 30/06/2025" Annexe « Prélèvements environnementaux en situation accidentelle » INCENDIE D'UNE NAPPE DE LIQUIDE INFLAMMABLE - Voie matières premières" précisant les milieux air / sol / eau. L'inspection relève que cette liste sera à intégrer à l'étude de dangers lors du prochain re-examen quinquennal attendu en 2026.

Type de suites proposées : Sans suite